



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 2, numéro 3

Janvier-Mars 2019

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

GÉOPOLITIQUE DE LA REVOLUTION DIPLOMATIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : RUPTURE OU CONTINUITE ?

Patrick LOSSONGO LOSSIYO

Chef de Travaux à l'Université Pédagogique Nationale et Chercheur Associé à l'IRGES/Kinshasa-RDC

RESUME

L'objectif de cet article est donc double. Il s'agit, d'une part, d'établir les faits, c'est-à-dire de procéder à l'analyse des actions du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et de les interpréter à la lumière de la problématique de la rupture et de la continuité. Il convient, d'autre part, d'en identifier les causes et le sens afin de comprendre les mobiles et les logiques.

Mots-clés : géopolitique, diplomatie, RDC.

SUMMARY

This reflection suggests different scenario capable of making form to Felix-Antoine Tshisekedi's foreign politics depending of the country strategically stakes impose to new Congolese government the necessity of joining and of re-examining the Congolese independence in the mercy of the greats the word.

Keywords : geopolitics, diplomacy, DRC.

INTRODUCTION

La politique étrangère d'un Etat dans un contexte mondial de régéopolitisation, exige de la philosophie, du génie des gouvernants pour faire des choix et de façonner le destin des Etats. Murer le destin géopolitique du Congo au caractère inéluctable du jeu international équivaut à une abdication stratégique : c'est envoûter la vocation géopolitique de la RDC dans la région, c'est condamner à jamais ce pays à produire une

intelligence diplomatique de la basse-cour sans jamais envisagé un jour de jouer pleinement le rôle que l'histoire assigne à ce grand Congo.

Les relations internationales sont l'ennemi du permanent, l'Etat congolais n'a pas le droit de se résigner, car les Congolais attendent du nouveau pouvoir qu'il lutte, crée, et combatte la décrépitude qui enfonce le destin de ce grand pays vers la profondeur des abîmes. Bien que jusqu'à présent, les propos du Président de la République Félix Tshisekedi sur la politique étrangère semblent sensés et sans prétention. Et aussi certaines déclarations relatives à la politique étrangère congolaise dans les Grands Lacs sont estampilles d'un étonnant réalisme poignant qui le conduit aujourd'hui à humidifier l'enthousiasme et la volonté politique. Cela fait plus de deux décennies que notre politique étrangère sur le plan sous régional et continental avait été en général mal conçue. Le Congo se montre de plus en plus insensible aux grands enjeux de la politique internationale africaine.

Une politique étrangère sans espace d'application et dépourvue de la consistance géopolitique. A cet effet, les réorientations diplomatiques que le Président Félix Antoine Tshisekedi doit engager, devront aller dans le sens d'une politique étrangère teintée du *realpolitik* susceptible de replacer le Congo dans l'orbite des nations qui avancent.

La politique étrangère de la RDC devra clairement se mettre au service du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle doit afficher l'ambition géoéconomique d'attirer les investissements étrangers. Car, dans la dynamique du progrès qui doit être lancée une fois que le gouvernement sera mis en place, la politique étrangère ne devra pas être un paramètre isolé.

Fort de ses atouts, il est plus qu'important que la politique étrangère de la RDC prenne le leadership sur les questions de résolutions de conflits, de gouvernance responsable et volontariste. Redevenir la plaque tournante de la politique régionale est un défi à la portée du nouveau pouvoir. La portée géopolitique de notre politique étrangère doit être tournée vers la sous-région des Grands Lacs et d'Afrique Centrale. Dans le monde tel qu'il est, décider

pour nous-mêmes et décider avec les autres ne peuvent être que les deux faces d'une seule et même politique.

Si rien ne change, les Congolais ne supporteront pas longtemps les conséquences d'une gouvernance dévastatrice. Car, le nouveau contexte international interdit le Congo de sombrer dans l'immobilisme et le vide géopolitique. Parce que notre pays doit prendre rendez-vous avec un nouveau monde qui est en train de naître alors que l'ancien n'en finit pas de mourir sous nos yeux. Un monde ancien disparaît, un monde nouveau est en train de naître dont nous ne discernons pas encore les contours. Nous pouvons choisir de laisser ce monde décider à notre place. Ou nous pouvons choisir de rester maître de notre destin.

Dans ce monde nouveau, si le Congo ne veut pas subir, il doit être fort : fort pour garder la maîtrise de son destin, fort pour agir et pour peser, fort pour revendiquer ses nouveaux rôles géopolitiques et géostratégiques. Entre rupture ou continuité, il faut trouver le bon équilibre.

I. NECESSITE DE REDEFINIR LA POLITIQUE ETRANGERE

Quatre mois après l'élection de Félix Tshisekedi, les observateurs ne s'entendent pas. Est-ce la fin d'une époque ou d'une certaine politique étrangère, et donc l'émergence d'une nouvelle conception du rôle et du rang de la RDC dans le monde? Va-t-il marquer un changement d'orientation du rôle de la RDC sur l'échiquier régional et sous-régional ? Comment interpréter ses choix en politique étrangère ?

A première vue, les indices d'un changement ne manquent pas. Félix Tshisekedi dans ses dernières sorties médiatiques veut d'abord fait de la rupture le leitmotiv de sa conquête du pouvoir. Il martèle sur le discours d'un Congo qui change pour justifier la nécessité de redéfinir la politique étrangère. Il n'y a cependant pas consensus quant à la signification à la portée et aux causes de ces changements. Certains y voient une tentative de rompre avec une certaine idée du Congo et de lui substituer de nouvelles valeurs correspondant à l'idéologie au pouvoir et à un vent de changement que Félix-Antoine Tshisekedi souhaiterait souffler.

Plusieurs insistent plutôt sur les traces de continuité et suspectent un discours de façade guidé par une stratégie politique électoraliste. Si ces interprétations ne sont pas nécessairement contradictoires, elles témoignent de la difficulté d'une analyse globale de la politique étrangère du Congo, par définition multidimensionnelle et multicausale au-delà du cas spécifique de l'ère Félix-Antoine Tshilombo Tshisekedi.

Depuis des lustres, l'Etat congolais n'encourage ni la réflexion, ni les discussions publiques sur sa politique étrangère. Même s'il a formulé certains énoncés dans des domaines fonctionnels (sécurité, défense, renaissance africaine et commerce), il n'a jamais articulé sa vision d'ensemble des relations internationales.

Nous assistons depuis l'arrivée de Félix-Antoine Tshisekedi au pouvoir, à un changement substantiel et à une rupture sur des éléments essentiels de la politique étrangère. Ce changement de cap pourra ne pas être qu'apparent comme certains observateurs le pensent et cela ne s'inscrirait pas dans une logique de la continuité. Bien que la perception de la rupture ou de la continuité soit souvent affaire de distance temporelle.

L'actuelle ligne diplomatique du Président congolais cherche avant tout à déboulonner les traces de la politique prônée par Joseph Kabila. D'autres estiment que le Président Félix-Antoine Tshisekedi n'a pas abandonné le style diplomatique de son prédécesseur, mais plutôt qu'il l'aborde dans une logique plus proche du réalisme, où l'intérêt national et la souveraineté occupent une place centrale un point de vue partagé par Mwayila Tshiyembe qui étudie l'évolution de la politique étrangère du Congo depuis des lustres.

L'établissement des faits montre que le débat sur les éléments de rupture ou de continuité en politique étrangère oppose des points de vue nuances. L'examen des faits se complique davantage lorsqu'il s'agit d'expliquer les actions d'un nouveau Président en politique étrangère. Changement ou non, qu'est-ce qui motive l'attitude du Président Félix Tshisekedi à l'international? Faut-il chercher les éléments d'explication du côté de sa personnalité, de l'idéologie de l'UDPS, de l'identité géopolitique du

Congo telle qu'elle est perçue par le nouveau Président , des intérêts nationaux, ou encore des pressions de la politique internationale ? La politique étrangère étant multicausale, elle renvoie à plusieurs niveaux d'analyse que reflète bien la diversité des approches.

En soutien au pouvoir politique, et parce que la politique étrangère ne peut se construire en vase clos, se trouvent les bureaucraties dont l'influence est à géométrie variable. Plusieurs ont souligné la méfiance du nouveau Président à l'égard de l'ancienne mouvance Présidentielle et sa propension à la museler. Quelques-uns argueront, à l'inverse, que certaines organisations ont vu leur poids croître dans l'élaboration des politiques.

Quand un peuple connaît son cheminement dans le temps et l'espace, il en acquiert une fierté légitime, doublée d'une confiance en soi en tant qu'acteur de l'histoire. Comme dit Fanon : *l'expression vivante de la nation, c'est la conscience en mouvement de l'ensemble du peuple*.¹ Et Cheik Anta Diop explique : *un peuple sans conscience historique est une population. La perte de la souveraineté nationale et de la conscience historique par suite de l'occupation étrangère prolongée engendre la stagnation et même parfois la régression, la désagrégation et le retour partiel à la barbarie*.²

La redéfinition de la politique étrangère du Congo est tributaire de la renaissance géopolitique du Congo, condition sine qua non de l'émergence économique et politique de ce grand pays sur l'échiquier régional. A cet effet, Cheik Anta Diop écrit : *Amener la conscience populaire à réaliser de telles nécessités : que le peuple est maître de son sort et qu'il peut l'améliorer par des moyens naturels équivaldrait à lui faire faire un saut qualitatif, une découverte dont l'importance sur le plan africain est comparable à celle de la découverte de l'énergie dans le domaine scientifique. C'est le facteur primordial d'émergence d'une nation. Sans une rupture, la nation au nom et pour le compte de qui les stratégies de politique étrangère sont mises en place, restera toujours quant à elle couverte d'opprobre sur le plan*

¹ FANON F., *Les Damnés de la terre*, La Découverte, Paris, 2002, p. 77.

² CHEIK A.D., *Vers une idéologie politique africaine*, in *Alerte sous les tropiques. Articles 1946-1960. Culture et Développement en Afrique noire*, Présence Africaine, Paris, 1990, p. 47.

international. Pour un pays qui est né de la mondialisation conjoncturelle d'autrefois, du XIXe siècle à Berlin, une stratégie conséquente de la mondialisation et de la globalisation s'imposerait, ne fût-ce que parce que sa reconstruction nécessitera une réinvention de son style diplomatique.

II. POLITIQUE ETRANGERE DU CONGO : UN ENJEU D'EXTRAVERSION ?

Les livres qui sont écrits aujourd'hui sur la politique étrangère du Congo reprennent le vide qui caractérise cette politique étrangère, ou l'absence du réalisme dans sa conception et sa conduite. Dans cette dynamique du vide et du nombrilisme, nous ne pouvons que dire que le jour du Salut n'est décidément pas proche. Les événements qui paraissent révélateurs de sa prétendue « déconnexion » ne font que le confirmer. Ainsi, il y a un certain nombre de faits qui attestent la primitivité de la politique étrangère de la RDC.

La politique étrangère n'est pas considérée comme un instrument de l'indépendance du Congo; mais elle est plus vue comme l'expression de notre insignifiance géopolitique. Mais dans une logique de révolution diplomatique, cette politique étrangère doit tendre à la sauvegarde de notre indépendance nationale, à la réalisation de ses objectifs dans le domaine international, et veiller à ce que l'indépendance du Congo ne soit pas obstruée à partir de l'extérieur.

Dans certains milieux, il y a des auteurs qui prétendent que les Etats ayant récemment accédé à l'indépendance nourrissent des soupçons démesurés à l'égard des vieilles puissances colonisatrices ; mais l'expérience propre de la RDC depuis son indépendance a sans cesse démontré que ces sentiments ne dérivent point d'un produit de l'imagination. Il ne s'agit pas seulement de quelques dérives colonialistes belges qui ont pu se trouver mêlées aux moments fatidiques de 1960, les tentatives belges d'étouffer l'indépendance du Congo et de faire de ce grand pays un « nain géopolitique » juste un mois après son accession à l'indépendance, l'encouragement de la sécession katangaise, l'assassinat de Patrice Emery Lumumba pour ne mentionner que les cas les plus flagrants et les mieux connus.

Les grandes puissances voient dans le Congo un intrus non seulement parce qu'il est un Etat neuf, dépourvu d'expérience diplomatique ; parce que c'est un pays capable de révolutionner la région et de susciter l'apparition d'un nouvel équilibre régional dans les Grands Lac³, mais aussi parce qu'on voit en lui un pays potentiellement riche dont la résilience est un danger pour les intérêts établis.

La seule liberté politique ne suffit pas en ce XXI^e siècle pour le développement autonome d'un pays. Comme le montre l'expérience des Etats africains pendant la Guerre Froide, l'indépendance politique peut n'être qu'une image dépourvue de substance, de telle façon que la conduite du mode de vie national dépende des puissances et des forces étrangères. Mais aucun peuple au monde ne peut plus l'accepter, parce que le monde s'est révélé aux peuples qui possèdent aujourd'hui une conscience nationale jamais atteinte auparavant et qu'ils demandent maintenant une indépendance réelle et totale pour vivre selon leurs propres méthodes, conformément à leurs propres valeurs culturelles et à leurs aspirations particulières.

La Chine, la Russie de Vladimir Poutine et la Turquie de Recep Tayyip Erdogan en sont des exemples sur ce point. Même dans les nations occidentales de grands changements se produisent. Les gens y cherchent aussi de nouvelles formules progressistes de manière à s'adapter aux potentialités du monde moderne, parfois propres à sauvegarder simplement les vestiges de leur ancienne domination sur le monde.

Les différentes raisons qui motivent cette recherche de nouvelles formules dans les sociétés capitalistes provoquent aussi l'apparition de nouveaux conflits entre elles. Si autrefois leurs différends trouvaient leurs origines dans une concurrence pour la domination du monde, aujourd'hui ils peuvent naître de différences d'interprétation quant aux transformations qui surviennent dans le monde qui les entoure. Certaines peuvent en effet accepter comme des faits accomplis les changements qui engendrent un

³ LANOTTE O., *Guerre sans frontières en République Démocratique du Congo*, GRIP, Bruxelles, 2003.

monde nouveau et elles essaient de s'y adapter, même si elles ne le font que graduellement.

Mais d'autres ne peuvent admettre la fin de leur ancienne domination et elles luttent pour la maintenir.⁴ Tous ces changements sont des phénomènes très significatifs de ce monde, et chaque Etat désireux de mener une politique étrangère indépendante se doit d'y faire face. Pour le Congo, il est doublement certain qu'il doit les prendre en considération, car non seulement le pays de Lumumba ne parvient pas encore à mener une politique étrangère indépendante et active mais aussi elle ne s'efforce pas de mettre en pratique sa propre vision diplomatique et géopolitique.

Pour conduire la nation à la maturité, la politique étrangère de la RDC devra accorder la plus haute priorité à la redécouverte et à la réinvention de l'identité congolaise qui assureront la résilience de ce pays avec une forte vocation géopolitique et redonneront confiance en elle-même à la nation de manière à lui rendre la prospérité et la grandeur dont elle avait joui à une certaine époque avant que la décrépitude ne gagne notre destin géopolitique et que le territoire national congolais ne serve du champ de bataille de la première guerre mondiale africaine. Il s'agit de construire la nation et de forger son caractère.

III. LA RDC EN QUETE D'UN NOUVEAU PROJET DIPLOMATIQUE

Le défi, tout en symboles, est lancé avec l'élection de Félix-Antoine Tshisekedi. La longue agonie de l'Etat congolais, confronté à l'usure du pouvoir puis aux changements de son environnement depuis le début le renversement du régime de Maréchal Mobutu et les guerres du Kivu, lui avait fait perdre, malgré d'illusoires rémissions, son statut de nation pivot de l'équilibre stratégique régional.

Dans les représentations de la Guerre Froide, la RDC, avec à sa tête un des leaders africains, le Maréchal Mobutu avait choisi le bloc capitaliste, tandis que d'autres optaient pour la voie socialiste et nationale. La politique

⁴ BRAECKMAN C., « Le Congo transformé en libre-service minier », dans *Le Monde Diplomatique*, n° 628, 2006.

étrangère de Félix-Antoine Tshisekedi devra être présentée comme en « rupture » avec celle de de Joseph Kabila. De ce fait, il devra faire montre d'un autre style, d'une autre vision et promouvoir le redressement du leadership régional de la RDC.⁵

Il faut reconquérir le statut perdu et refaire de la sous-région des Grands Lacs un ancrage géographique du leadership régional du Congo. Comment peut-on comprendre les choix diplomatiques du Président Félix-Antoine Tshisekedi ? Il est difficile de répondre à une telle question sans examiner les grandes lignes de sa politique étrangère en Afrique et dans d'autres aires géographiques.

La politique étrangère de Félix-Antoine Tshisekedi dans les Grands Lacs ne devra pas s'inscrire dans la continuité des années précédentes. Les rapports anciens avec le Rwanda et l'Ouganda étaient par nature difficile à appréhender, étant donné les multiples implications de ces derniers dans les conflits à l'est de la RDC. Dans ce contexte, la politique étrangère de la RDC s'est avérée timide et réservée. Cela traduit une géopolitique de dissimulation de véritables intentions stratégiques et diplomatiques du pays.

Mais aujourd'hui, le Président Félix-Antoine Tshisekedi doit renégocier un virage vers une politique étrangère plus batailleuse, en particulier vis-à-vis du Rwanda, de l'Ouganda et sans oublier l'Angola. Il est grand temps pour la RDC de prendre position dans la rivalité régionale entre l'Angola, l'Ouganda, le Rwanda et aujourd'hui le Congo-Brazzaville qui peut tenter de signer son retour. Il est naturel que chaque pays cherche à défendre ses intérêts sur la scène internationale, ce qui explique aussi pourquoi le Président Félix-Antoine Tshisekedi ne doit laisser le Congo hors-jeu de cette course au leadership régional.

Quand à ce, le Congo doit prétendre plutôt mener une politique étrangère essentiellement pragmatique. Il s'agit avant tout de limiter l'influence des challengers au leadership régional que sont l'Angola, le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie, et d'être aussi présent sur les rivalités économiques avec l'Afrique du Sud, et ce sans prétendre s'embarrasser d'un

⁵ YEZI P., *La politique internationale du Zaïre*, Africa, Lubumbashi, 1979.

respect de façade pour les règles qui maintiennent le Congo dans la profondeur des abîmes.

La priorité demeure la défense des intérêts congolais à travers la région et le monde et Félix-Antoine Tshisekedi doit devenir l'incarnation du combat pour la résilience géopolitique et diplomatique du Congo. Il est plus que temps d'enrayer le déclin du Congo. Il faudra aussi faire preuve de réalisme dans la gestion des rapports de force régionaux, sa vision de la région et du monde doit être déterminée par des croyances et des perceptions intérieures profondes. Certes, aujourd'hui, le Président Tshisekedi se heurte à des contre-pouvoirs, il ne peut pas tout. Mais il n'a pas droit à l'erreur et à la résignation. Mais il est bien obligé malgré tout de s'articuler avec le système.

Il y a là encore une certaine continuité entre Félix-Antoine Tshisekedi et Joseph Kabila, par un paradoxe qui n'est qu'apparent. C'est ainsi que Bertrand Badie déclare : *une mondialisation débridée ne laissant aucune place aux vertus de la gouvernance, un moralisme qui s'alliait souvent à son contraire et refusait toute négociation, des interventions tous azimuts aussi inefficaces que coûteuses, une diplomatie du bonnet d'âne ou de la sanction qui humiliait et excluait plus qu'elle ne régulaient. On voit mal pourtant comment, en adulant maintenant ceux qu'on brûlait hier, le monde pourrait gagner en stabilité. On voit mal aussi ce qu'un néo-nationalisme mal dégrossi peut offrir à un monde qui cherche comment gérer son interdépendance.*⁶

Félix-Antoine Tshisekedi peine encore à réhabiliter une politique étrangère indépendante. Il ne cesse de brouiller les cartes par rapport à ses promesses de campagne, et, en particulier, donne le sentiment d'accepter de jouer les seconds rôles dans des scénarios qui lui échappent. La diplomatie congolaise est aujourd'hui en panne. C'est pourquoi toute intervention étrangère dans ce pays n'est que facteur d'aggravation des divisions internes, et donc des pathologies du pays.

⁶ NGOIE T. G, *La république démocratique du Congo dans les relations internationales. La trajectoire d'une impossible quête de puissance*, Laboratoire des sciences sociales appliquées, Lubumbashi, 2005.

Les préoccupations de fond de la politique étrangère de la RD Congo consistent, aujourd'hui, à réinventer la vision du pays à l'international, à repenser son orientation géopolitique, à libérer le potentiel diplomatique dans les grands forums régionaux et internationaux. Cette réinvention passe nécessairement par la mondialisation de la lumière de notre destin géopolitique et de nos aspirations stratégiques.

Une vision de la politique étrangère qui émerge du magma de nos insuffisances et de nos déboires diplomatiques. Le nouveau régime doit inscrire la RDC dans une démarche géopolitique susceptible de permettre que sa voix soit entendue comme celle d'un pays qui signe sa résilience en mobilisant tous ses atouts. La RDC a besoin d'une vision du renouveau qui éclaire le chemin de l'indépendance du Congo en rompant avec le complexe d'infériorité et le suivisme aveugle d'hier.

Une politique étrangère qui convoque l'intelligence, l'éthique et le pragmatisme. Tels sont les ingrédients qu'il faut pour bâtir le Congo de la gouvernance globale, le Congo du temps mondial un pays en phase avec sa vocation géopolitique. Pour y parvenir, il faut rompre avec l'esprit du passé, l'esprit de l'échec comme orientation de la politique étrangère et renouer avec une autre vision de l'honneur, de l'intelligence et de la dignité pour qu'enfin, le Congo joue le rôle de locomotive régionale dans une Afrique centrale en quête de décollage économique.

Quand le Gabon se perd dans l'accident cardio-vasculaire d'Ali Bongo, le Congo-Brazzaville et le Cameroun s'embrouillent dans la sénilité de leurs dirigeants, la RDC avec le Président Félix-Antoine Tshisekedi doit saisir la balle au bond pour rebondir économiquement et diplomatiquement. La politique étrangère du pays de Lumumba et Laurent-Désiré Kabila réclame une autre vision pour bâtir l'avenir de ce pays. Somme toute, l'enjeu géopolitique d'un nouveau projet diplomatique pour le Congo Kinshasa ne pourra fertiliser les chemins de la résilience de ce pays que dans la mesure où dans le chef du Président Félix-Antoine Tshisekedi résiderait l'espérance. Cette espérance pourrait donner la mesure de l'intensité avec laquelle, il présidera à la destinée de ce pays à la dimension sous-continentale.

Il faut de la grandeur de vues pour forger la destinée géopolitique de la RDC. Car, ce pays est à l'aube d'une césure historique préconisant, comme la Chine et l'Inde qui l'ont fait, de l'urgence d'une accumulation de masse comme base économique ouvrant sur le développement. Nous pensons qu'un Etat qui évite toujours de payer le prix sincère et réalisant (même s'il est lourd) de ses propres rêves et de celui de ses enfants, pour s'illusionner ou s'offrir à la facilité ; cet Etat ne fera que tourner en rond. Il faut accepter de payer le prix de sa propre liberté au prix le plus haut et le plus exigeant ; parce que c'est la seule façon de rester maître de son propre destin.

IV. L'ENJEU D'UNE REELLE DECOLONISATION

Le progrès ne se fait pas avec la mendicité ou l'aumône, encore moins, en jetant ses femmes et ses enfants en pâture aux criminels écologiques et économiques étrangers. Ne pas le comprendre c'est faire preuve d'un réalisme douteux et dangereux. Le Congo de Kasa-Vubu doit prendre conscience de son importance géopolitique dans les rapports de forces régionaux. Et nous dirions même potentiellement la nation la plus pourvue des atouts pour une Afrique centrale du progrès, mais aussi le moteur d'une sous-région des Grands Lacs qui est en mesure d'entraîner tous les autres pays.⁷

Mais, il y a un fait, le Congo partage la région avec des Etats, que ce soient les Rwandais, les Ougandais et les Angolais qui ne le voient pas d'un bon œil. La plupart de ces Etats considèrent le Congo comme un concurrent, sinon un adversaire. La seule réponse, c'est de prendre conscience de cette menace et mobiliser tous les atouts pour y faire face. Le Rwanda de Paul Kagamé a bâti sa politique étrangère dans les Grands Lacs sur d'un principe : moins il y a le Congo dans la région, mieux c'est pour le Rwanda. Face à de telle vision, le Congo doit tenir son rang.

La RDC a entre ses mains tout ce qu'il lui faut pour une décolonisation réelle et sortir de la posture nombriliste à l'international, pour

⁷ BRAECKMAN C., *Les nouveaux prédateurs : Politique des puissances en Afrique centrale*, Fayard, Paris, 2003.

reconstruire sa vision de la politique étrangère comme une nouvelle destinée géopolitique dans un monde qui se regéopolitise. Kâ Mana pense que : « quand des peuples atteignent un certain degré de maturité dans la compréhension des enjeux politiques, il est du devoir des intellectuels de savoir éclairer et canaliser les énergies qui grondent dans les populations pour que ces énergies ne deviennent pas chaotiques ».⁸

Mais dans le contexte du Congo aujourd'hui, il faut qu'il naisse une autre vision de l'indépendance nationale ou de notre liberté de manœuvre dans le jeu international, une vision des relations extérieures qui rompt le lien ombilical avec le néocolonialisme, avec le nombrilisme comme réalités ataviques d'un Congo en mal de sa vision de l'international. La décolonisation réelle dans le contexte géopolitique actuel exige de la motivation puissante. Cela exige aussi que la nouvelle politique étrangère du Congo soit assise sur une prétention à savoir déchiffrer l'Histoire. Une politique étrangère qui sert la cause de l'indépendance réelle du Congo, car la décolonisation factice du Congo, sert la cause des maîtres du monde et de sa subordination.

D'où il faut une politique étrangère prête à guerroyer dans un monde global à profiter de n'importe quel avantage du système global, à saisir les enjeux de la mondialisation, et à rendre possible l'érection d'un Etat congolais puissant dans une région d'Afrique centrale en perpétuelle recomposition. La marche de l'Histoire n'est affectée par aucun compromis. Il faut qu'émerge au Congo, un pouvoir politique conscient des enjeux géostratégiques de la construction de son avenir. Devenir un Etat sur lequel les autres Etats africains comptent dans la marche vers une Afrique libre, moderne et capable de décider souverainement de son futur.

Les enjeux du futur sont ceux de la liberté de nations, de leur autonomie de volonté et de l'interdépendance. Car, sans une décolonisation réelle, le néocolonialisme restera toujours le limon de nos politiques étrangères, et le nombrilisme sa caractéristique première. Décoloniser c'est cesser d'errer dans l'insignifiance et dans la dépendance. Aucun Etat ne peut réellement être indépendant sans avoir affronté de nombreuses batailles. Il

⁸ KA MANA G., *Réinventons l'Etat en RD Congo*, Le Potentiel, Kinshasa, 2008, p. 77.

faut plus de stratégies diplomatiques qui encouragent à l'action que la tendance qui a toujours été le nôtre qui pousse plus à l'inaction.

Les enjeux de la décolonisation ne sont plus les mêmes qu'il y a soixante ans. La décolonisation est sortie d'une logique purement coloniale, pour devenir à la fois une réalité anthropologique et géopolitique. Les Etats sans identité claire ressentent de plus en plus le besoin d'une décolonisation, car la mondialisation c'est le nom d'un nouveau processus de la recolonisation pour de nations sans conscience historique réelle.

Sur ce point, Kä Mana pense encore que : *Le leadership au Congo est un constant siphonage des richesses nationales par notre élite dirigeante, qui nous pille comme nous pillent l'ordre mondial des conglomérats industriels du néolibéralisme sauvage et l'ensemble de nos voisins voraces, tous ceux qui ont compris que nous sommes un pays dont les dirigeants ne travaillent pas dans l'intérêt de leur peuple. Vous savez comme moi que ceux qui ont le vrai pouvoir dans ce pays détruisent le Congo et que ceux qui veulent construire le Congo ne disposent pas du vrai pouvoir. Il n'est pas possible de construire un destin mondial dans de pareilles conditions.*⁹

Il y a lieu de comprendre ici que sans une réelle existence anthropologique, l'on ne peut parler de la décolonisation. Le déformatage néocolonial renforce l'esprit de désespérance. Il faudra commencer par prendre conscience de la profondeur du gouffre de nos désarrois pour pouvoir construire une espérance concrète et crédible dans le domaine de notre destin géopolitique et géostratégique.

Mais dans une logique de révolution diplomatique, la politique étrangère de la décolonisation devient alors une vision qui permet à repenser le Congo comme nation phare ou comme peuple locomotive dans tous les domaines qui comptent pour l'avenir géopolitique de la sous-région et de la région. Cela va de pair avec la mise en place d'un nouveau cadre où s'inscrivent les actions d'un autre avenir, d'un avenir de grandeur, de puissance et de rayonnement international. La révolution diplomatique renforce le désir d'un Etat de bâtir son destin mondial. Dans le cadre de la

⁹ *Ibidem*, p. 88.

RDC, la révolution diplomatique permettra de penser ce pays en termes d'enjeux mondiaux.

La décolonisation doit pousser le Congo à imaginer un destin géopolitique différent de celui du nombrilisme et de la dépendance à outrance aux puissances de l'argent, aux forces de la mondialisation et aux Etats prédateurs qui voient dans le Congo, un territoire sans maître, un véritable no man's land.

V. PERSPECTIVES GEOPOLITIQUES DE LA REVOLUTION DIPLOMATIQUE

On ne construit pas un destin mondial avec l'éjaculation verbale jubilatoire ni avec un esprit de mendicité affirmée comme levier de la révolution diplomatique. Réfléchir autour de la révolution diplomatique que doit subir la politique étrangère du Congo c'est comprendre que le destin géopolitique du Congo dépend aujourd'hui de nous-mêmes que des puissances prédatrices. L'enjeu de la révolution diplomatique, ce n'est pas le tourisme diplomatique mais la vision susceptible d'engager le Congo au service de ses ambitions géopolitiques.

Il n'est plus question de savoir si le Président Tshisekedi sera reçu par son homologue américain Donald Trump ou pas. Rares sont ces Etats qui ont réussi à transformer leur destin par de périples diplomatiques de leurs dirigeants. Car, jusqu'à présent, les rencontres diplomatiques pour le compte du Congo ne sont encore que de la pure sodomie intellectuelle, qui peinent à replacer le Congo au centre de vrais enjeux de la puissance et du décollage économique, une intelligence diplomatique sourde qui nous amène dans le monde de la parole sans la bouche.

Que dit la RDC concernant les enjeux du changement climatique ? Quelle a été la position du Congo dans les derniers grands forums sur l'environnement ? Ces questions révèlent la nécessité d'une révolution diplomatique de la rhétorique à la pratique de la politique étrangère. L'impuissance géopolitique et géostratégique du Congo Kinshasa impose la révolution, non seulement, de notre politique étrangère, mais aussi, de l'ensemble de domaines d'existence de notre Etat dans le monde global.

Pendant que les Etats minuscules qui entourent la RDC rationalisent leur démarche diplomatique, cette dernière sombre dans l'irrationalité de sa démarche : un Etat qui ne maîtrise même pas les principes élémentaires de la connaissance de l'économie mondiale et de la géopolitique de l'ordre ultralibéral. Comment est-il possible que les Etats-Unis d'Amérique misent plus sur le Rwanda que sur la RDC ? La réponse est claire : ils ne croient pas en la capacité de nos dirigeants à résoudre nos problèmes ou à peser sur le destin de l'Afrique ; ils ne croient pas au leadership congolais. Le Congo se positionne du mauvais côté de l'histoire.

Mais la révolution diplomatique que nous appelons de tous nos vœux doit se faire accompagner d'un extraordinaire sens du plaidoyer et du lobbying auprès des organisations internationales et des Maîtres du monde. Une telle politique de présence sur la scène mondiale permet d'accréditer l'idée de la résilience du Congo, nonobstant la faiblesse de ses moyens diplomatiques. La révolution diplomatique du Congo appelle à une intelligence géostratégique dont ce pays manque jusque-là. Il y a lieu de croire à la nouvelle équipe du pouvoir, pour conduire une politique étrangère aux yeux ouverts face à la stratégie réelle des Etats comme l'Angola, l'Afrique du Sud et le Rwanda.¹⁰

L'enjeu de la révolution diplomatique devrait être compris par le Président Félix-Antoine Tshisekedi comme une opportunité géopolitique pour faire sortir le Congo d'une politique étrangère inintelligente et ruineuse pour son image internationale et ses visées géopolitiques. Son double jeu, ses atermoiements, son manque de lisibilité, son absence de crédibilité et son incarnation calamiteuse par un pouvoir qui siphonne les richesses de son propre pays, cette politique s'avère catastrophique.

Construisons des politiques intelligentes, de politiques qui font du Congo un Etat respectable. Et ceci passe par la définition de la politique étrangère à partir de nos ressources naturelles. Comment peut-on être le Congo avec toutes ses ressources et n'est pas disposer d'une politique qui vend ces potentialités à l'international ? Si aujourd'hui les Emirats Arabes sont

¹⁰ BREACKMAN C., *Congo 1960. Echech d'une décolonisation*, GRIP, Bruxelles, 2010, p. 9.

ce qu'ils sont c'est aussi à cause de la valorisation de leurs pétroles. A partir de cette ressource des Emirats comme le Qatar remporte de grandes batailles diplomatiques. Mais pourquoi nos ressources naturelles ne nous attirent que la foudre de grandes puissances et de leurs suppôts dans la région ? Une politique étrangère qui ne fait que vendre notre insignifiance diplomatique et économique n'est plus en phase avec les défis actuels de l'Etat congolais. Voilà la réalité qu'il faut voir et à partir de laquelle, il convient de penser l'avenir diplomatique de ce pays.

Le temps mondial oblige le Congo de rallier de puissances mondiales prêtes à soutenir sa vision de résilience, et se forger une image de marque dans le monde. L'enjeu c'est de cesser d'être faible dans les rapports de force mondiaux où le Congo n'a pas un poids conforme à ses possibilités. Il y a là un problème géopolitique et géostratégique de fond pour ce grand pays. Inventons une grande démocratie en plein cœur de l'Afrique. Inventons une grande puissance démocratique, intelligente, organisée et non corrompue. Nous aurons l'image du Congo qui peut compter et sur lequel on peut compter dans l'ordre mondial globalisé. Car, ce que ce pays vit aujourd'hui est dérisoire, comique et sans intérêt.

Le Congo de Mobutu manque une certaine technicité de la diplomatie. Il n'arrive pas à étudier des stratégies de gestion du monde dans la gouvernance. Philippe Biyoya va plus loin et pense que : « Généralement, nos politiques étrangères sont, je dirais, des politiques étranges. Ce sont des politiques qu'on appelle étrangères mais sans contenu. On n'a aucune connaissance de l'étranger. Ce sont des politiques étranges qui disent vouloir travailler pour la souveraineté des pays qui n'ont pas de souveraineté. Des politiques qui sont censées servir l'indépendance des pays dont celle-ci fait rire tout le monde. Ces diplomaties s'alimentent tous les jours des ingérences étrangères. Les positions de nos ministres des Affaires étrangères, même pour des questions de l'Union africaine, sont des pressions inspirées et suggérées par des puissances étrangères ».¹¹

¹¹ BIYOYA M.P., *Quête Africaine de l'ordre mondial*, L'Harmattan, Paris, 2014, p. 66.

Par-là, nous comprenons que la révolution diplomatique en RDC ne peut réussir que si l'on change la nature de la gouvernance de notre pays, car le Congo est encore gouverné de manière néocoloniale et les néocolonies ne font pas la diplomatie. Où est la réalité de l'Etat ? C'est pourquoi, il faut une prise de conscience pour comprendre que sur la scène internationale, on ne s'amuse pas ; qu'il n'y a pas d'amis mais il n'y a que des intérêts. Et que ce sont l'intelligence et le savoir-faire qui l'emportent et qui permettent de sauver le plan.

Le Président Félix-Antoine Tshisekedi doit faire en sorte que la RDC redevienne un interlocuteur valable des maîtres du jeu international. Il y aurait de la joie, de l'orgueil d'aller devant la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis d'Amérique avec des propositions par exemple, aux Sommets de la Terre, de la Francophonie avec des propositions individuelles, c'est-à-dire d'apporter l'intelligence purement congolaise.

Entrer dans la cour des grands exigera toujours à la RDC de revêtir le manteau du grand et d'oublier, dans la mesure du possible, la stature de l'Etat néocolonial qu'il a toujours été. Car comme le recommande Diur Katond : *Le Congo, État sans ressources et ne disposant pas de capacités à appliquer sa propre politique étrangère est ainsi tenu de s'insérer dans la logique de la soumission et de l'obéissance en vue d'écarter des menaces qui pèsent sur son identité. C'est là, la voie obligée devant le pourrissement de la situation et au vu des fausses signatures de paix, des alliances contre nature souvent conclues sur le terrain par les troupes armées.*¹² Blaise Sary Ngoy pense aussi que : *le salut du Congo se trouve dans la rupture avec le passé, dans l'obéissance, le suivisme et la soumission aux ordres dictés par les médiateurs. S'inscrivant en faux contre l'approche chronologique des récits, il estime que les raccourcis présentent le désavantage de biaiser la réalité.*¹³

Pour rompre avec les réalités du passé, il faudra lire autrement la politique étrangère du Congo (lire les styles et les pratiques diplomatiques,

¹² Préface de Diur Katond in SARY N.B., *Politique Etrangère de Joseph Kabila*, L'Harmattan, Paris, 2015, p. 8.

¹³ *Ibidem*, p. 8.

les jeux d'influence, les appréhensions, les intentions manifestes et les désaccords). Comme le suggère Blaise Sary Ngoy, *d'y lire les calculs d'intérêt, la nature de la coopération liée, les mythes fondateurs des comportements, les jeux de recentrage des équilibres, les insuffisances des logiques, la justification des violences, etc. Le fondement de toute politique étrangère repose, finalement, selon lui sur trois objectifs majeurs : le rayonnement international, la sécurité intérieure et la prospérité globale.*

Au demeurant, nous paraphrasons Sary Ngoy lorsqu'il déclare que : *On ne refuse pas de rêver. Le rêve est porteur de l'espoir et de l'espérance. Mais la vérité congolaise est toute autre ; elle est nue. Ses rêves n'en finissent d'être rêvés. L'ambition est devenue un fantasme contredit par les événements douloureux et par les relations orageuses que le pays entretient avec ses partenaires africains et occidentaux, depuis la nuit des temps. Ses dirigeants affirment volontiers sa politique étrangère fondée sur des principes conventionnels répétés tout le long de l'histoire : le bon voisinage, la paix, le respect des frontières, la coopération, la souveraineté, le non-alignement. Mais ces imaginations quelque peu obscures demeurent encore inscrites dans le registre des rêves et des illusions que nombreux collègues enseignent aux étudiants, futurs responsables du pays, dans les universités, sans souci d'examiner en profondeur les contenus. Le cœur de l'Afrique, entendez le Congo, est un cœur malade, disait Philippe Leymarie, correspondant au journal Le Monde Diplomatique. Mais, c'est un malade qui ne s'ignore pourtant pas ! Car, il est alité depuis des décennies.*¹⁴

La caractéristique, la vraie, de la politique étrangère de ce pays est marquée par une quête inachevée du nationalisme, une recherche sans relâche d'un alignement idéologique, une absence des liens sincères de réciprocité, une quête défailante de sa souveraineté. Sa politique étrangère est une conjugaison du suivisme et de la dépendance. Elle est la somme de l'isolement, de la soumission, de patronage, de la mise sous tutelle, de l'extraversion. Elle est celle de compromission et de neutralisme béat.

¹⁴ *Ibidem.*

En réalité, ces traits, les vraies caractéristiques de sa politique étrangère contredisent l'opinion souvent véhiculée, d'un paradis attaché profondément au bon voisinage, à la coopération, à l'interdépendance et à la souveraineté (un pays respectueux des frontières, du pacifisme et pratiquant l'idéalisme dans ses relations avec le reste du monde !)

CONCLUSION

Il est difficile de conclure de manière précise une telle réflexion, car elle évoque plusieurs considérations au point de revoir même la nature de notre pays et ses rapports avec l'international. Le Caractère abracadabrantesque de la politique étrangère du Congo la confine dans les rangs des Etats soumis, qualifié d'intrus, inopportuns, parce que sans posture géopolitique qui puisse affermir son indépendance économique.

Depuis des lustres, la politique étrangère de ce pays s'est habituée à naviguer dans l'insignifiance et à assumer l'incapacité géostratégique du Congo à réclamer ses responsabilités régionales dans un monde qui ne cesse de se reconfigurer. Il y a urgence que la révolution s'opère sur le plan diplomatique, car le pays ne rêve plus de rien et se noie dans les délires de sa propre décomposition. Joseph Kabila qui appelait à une rupture avec une politique étrangère de l'échec, n'a pas pu incarner une alternative, les forces du passé ont constitué l'armature même de son orientation diplomatique et cela à plus provoquer de crises que propulser le Congo au-devant de la scène internationale. Une diplomatie du recul avec une grande gueule, une diplomatie de conflit que l'on ne savait pas gérer. Et du coup, la RDC est allée nulle part.

Sur le plan de la politique étrangère, il n'y a rien à continuer, car l'héritage est chaotique. Le Président Félix Tshisekedi doit promouvoir une politique de rupture.

Cet article cherche à suivre le cheminement de l'effort diplomatique qui doit être entrepris par le Président Félix Tshisekedi pour reconfigurer la RDC sur l'orbite de Nations qui avancent et qui pèsent dans les rapports de force mondiaux. Il pose aussi la question de la rupture ou de la continuité. Et

il suggère la rupture pour voir ce grand pays jouer enfin le rôle que l'histoire attend de lui. Est-ce que nous sommes aujourd'hui devant un cas de la rupture de la continuité ou continuité de la rupture ? Les enjeux étaient encore en cours, il est difficile de conclure de manière définitive, mais nous estimons que la rupture représente la seule alternative pour de lendemains meilleurs pour ce pays avec une forte vocation géopolitique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BIYOYA M.P., *Quête Africaine de l'ordre mondial*, L'Harmattan, Paris, 2014.
- BRAECKMAN C., « Le Congo transformé en libre-service minier », dans *Le Monde Diplomatique*, n ° 628, 2006.
- BRAECKMAN C., *Les nouveaux prédateurs : Politique des puissances en Afrique centrale*, Fayard, Paris, 2003.
- BREACKMAN C., *Congo 1960. Echec d'une décolonisation*, GRIP, Bruxelles, 2010.
- CHEIK A.D., *Vers une idéologie politique africaine*, in *Alerte sous les tropiques. Articles 1946-1960. Culture et Développement en Afrique noire*, Présence Africaine, Paris, 1990.
- FANON F., *Les Damnés de la terre*, La Découverte, Paris, 2002.
- KA MANA G., *Réinventons l'Etat en RD Congo*, Le Potentiel, Kinshasa, 2008.
- LANOTTE O., *Guerre sans frontières en République Démocratique du Congo*, GRIP, Bruxelles, 2003.
- NGOIE T.G., *La république démocratique du Congo dans les relations internationales. La trajectoire d'une impossible quête de puissance*, Laboratoire des sciences sociales appliquées, Lubumbashi, 2005.
- SARY N.B., *Politique Etrangère de Joseph Kabila*, L'Harmattan, Paris, 2015.
- YEZI P., *La politique internationale du Zaïre*, Africa, Lubumbashi, 1979.